



L'état de la pauvreté dans le monde: un bilan controversé

50 ans de lutte contre la pauvreté dans le monde : Des efforts mitigés pour un échec retentissant.

Par [Prof. Jules Dufour](#)

Mondialisation.ca, 31 août 2007

12 août 2007

Thème: [Économie](#), [Nations Unies](#)

L'entrée du nouveau Premier ministre britannique sur la scène internationale n'est pas passée inaperçue. Son intervention aux Nations Unies, à New York, le 2 août 2007 a attiré l'attention des médias. Dans un discours remarqué le Premier ministre Brown « appelle à une nouvelle alliance pour vaincre la pauvreté ». Celle-ci regroupera une douzaine de leaders mondiaux et une vingtaine d'hommes d'affaires dotés d'une très grande influence qui formuleront de nouveaux engagements en vue d'atteindre, en 2015 les *Objectifs du Millénaire pour le Développement* (ODM) tels que définis en 2000 par l'Assemblée générale de l'ONU et acceptés par tous les pays du monde.

Le successeur de Tony Blair, en formulant cet appel, se base sur le fait que les progrès accomplis jusqu'à maintenant sont très lents et qu'il est certain que les objectifs visés ne pourront pas être atteints à ce rythme et que plusieurs d'entre eux ne le seront qu'au 22^{ème} siècle. Il parle alors d'une « coalition de la conscience » ou d'une « coalition pour la justice » qui pourrait tirer profit du phénomène de la mondialisation en tant que force pour la justice à l'échelle globale.

Le Premier ministre qualifie le monde actuel comme se trouvant dans un état d'urgence et qu'il importe d'agir maintenant de façon efficace si l'on veut éradiquer la pauvreté et la faim endémique. Il déclare :

« Nous ne pouvons permettre que nos promesses, qui sont devenues des engagements, puis des aspirations, puis des rêves ne soient finalement que des mots symbolisant des promesses brisées. Nous ne nous sommes pas seulement engagés envers les Objectifs du Millénaire pour qu'on se souvienne de notre génération comme étant celle qui a trahi ses promesses plutôt que de les honorer et qu'on ne soit pas celle qui ait miné la confiance dans le fait que des promesses ne puissent plus jamais être tenues.». (notre traduction) ([The Guardian](#)).

Dans ces propos, le Premier ministre Brown, comme ses homologues des pays occidentaux l'ont exprimé plus d'une fois dans le passé, manifeste une telle compassion pour les pauvres qu'on serait tenté de le prendre au sérieux à prime abord. Il est cependant difficile de croire en la sincérité de ses paroles quand le pays dont il vient de prendre la gouvernance a été depuis longtemps et continue d'appliquer, à l'échelle mondiale, les règles d'un néocolonialisme destructeur et générateur d'injustices et d'exclusion sociales.

Cet article décrit les principaux efforts dits officiels, appels, stratégies, campagnes, mobilisations, aide publique au développement, etc. déployés à l'échelle internationale au cours des cinquante dernières années en vue de lutter contre la pauvreté. Il veut en même temps analyser les résultats que ces efforts ont permis d'atteindre selon les bilans dressés par les organisations internationales à l'occasion de la tenue des Sommets mondiaux ou dans des rapports préparés par quelques organes de l'ONU et, notamment, le PNUD, le PNUE et le BIT. Il va sans dire que ces initiatives se placent dans la perspective néolibérale qui est largement responsable de la pauvreté dans le monde.

Pour ce bilan nous avons retenu cinq éléments ou initiatives qui pouvaient en soi offrir un potentiel déterminant dans ce contexte des efforts de développement pour un monde plus juste et solidaire : les décennies internationales du développement et leurs objectifs, le Sommet de Rio et les Conventions mondiales sur l'environnement, le Sommet du Millénaire et ses objectifs de développement pour 2015, le Nouveau partenariat de développement de l'Afrique (le NEPAD) et la proposition Lula, Chirac, Zapatero et Lagos pour une taxe mondiale consacrée à la lutte contre la faim. En plus de ces initiatives nous regardons celle du Premier ministre Gordon Brown.

I. Les décennies internationales du développement (à partir de 1960)

En 1960, l'Organisation des Nations Unies proclame les années soixante comme étant la première décennie internationale du développement. Les objectifs de l'organisation sont de mobiliser toutes les forces vives des divers intervenants économiques, sociaux et politiques des pays industrialisés ou plus riches pour la cause du développement mondial. C'est alors qu'on assiste à la mise en œuvre de programmes de développement (mise en place des grandes infrastructures) ayant une portée globale et, en particulier, une portée sur les pays les plus pauvres ou les plus déshérités de la planète. Ce sont les programmes de l'aide publique au développement (APD) qui commencent à s'appliquer en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Dans sa conception initiale l'aide internationale devait permettre aux pays pauvres de «décoller» ou d'enclencher le processus de leur propre développement, mais elle se présente vite sous un tout autre visage. L'aide s'est concentrée d'abord et avant tout sur la mise en place des infrastructures de transport (routes, voies ferrées, ports, aéroports, etc.) pour faciliter aux investisseurs en provenance des pays industrialisés l'accès aux ressources naturelles brutes (métaux, produits forestiers, produits agroalimentaires, etc.) et leur acheminement vers les marchés extérieurs. Il s'agissait plutôt du processus de colonisation séculaire qui s'est poursuivi et s'est reproduit à l'enseigne des pratiques coloniales exercées depuis des siècles par les pays européens. Il est donc question d'une «aide» déguisée ou de la reconquête modernisée des anciennes colonies ou pays pauvres ayant récemment acquis, pour la plupart en Afrique, leur «indépendance politique».

En 1960, en théorie, le concept de progrès ou de croissance économique pure et simple doit laisser progressivement sa place à celui du développement qui comprend désormais l'idée qu'il doit permettre l'amélioration des conditions de vie de l'Humanité toute entière et, dans chaque pays, de tous les habitants. Désormais, le développement est une réponse concrète et tangible aux besoins essentiels, fondamentaux ou de base de toute la population. Depuis ce temps, les appels à la solidarité mondiale et les campagnes se sont succédés, **car l'élan donné en 1960 n'a pas permis d'éradiquer la pauvreté, mais s'est plutôt soldé par un échec retentissant.**

Les constats officiels en 1990 :

Après trois décennies consacrées au développement voici la situation telle que décrite par le PNUD au début des années 1990 : « La distribution des revenus de la planète demeure toujours choquante : 77 % de la population de la planète n'a accès qu'à 15% de ses revenus... Le PNB par habitant des pays du Nord (12 510 dollars) est 18 fois supérieur à la moyenne enregistrée dans les pays du Sud (710 dollars)...Le nombre de pauvres dans les pays en développement se monte actuellement à 1,2 milliard, et devrait atteindre 1,3 milliard d'ici l'an 2000 et probablement 1,5 milliard d'ici à l'an 2025 ». Selon la même source, « l'Asie compte le plus grand nombre de pauvres, soit 500 millions, mais il y a une forte concentration de la pauvreté en Afrique. Selon les estimations, le pourcentage de pauvres en Afrique par rapport au total de la planète devrait passer de 30% actuellement à 40% d'ici l'an 2000, dépassant ainsi l'Asie. Par conséquent, si les dirigeants africains et la communauté internationale n'agissent pas immédiatement plus de la moitié de la population du continent africain vivra au-dessous du seuil de la pauvreté à la fin de cette décennie » (PNUD, Rapport 1991, p. 27).

Cet avertissement lancé aux dirigeants des pays africains et à la communauté internationale est en soi fallacieux et trompeur, car dans les faits l'exploitation éhontée des ressources de ce continent est conduite par ce tandem de protagonistes qui n'hésitent pas à utiliser tous les moyens (y compris les armes) pour piller et saccager les richesses que recèlent les pays africains et le tout est opéré, évidemment avec la complicité d'élites supportées par les dirigeants des grandes puissances occidentales. Le régime dictatorial de Joseph Désiré Mobutu en RDC, par exemple, est installé, consolidé et maintenu pendant 32 ans avec le soutien de Washington. Ce fut le même scénario avec Anastasio Somoza au Nicaragua et Augusto Pinochet au Chili pendant près de deux décennies.

Quelques années plus tard, le PNUD dresse un bilan du développement 1960-1990 dans l'édition 1995 de son rapport annuel sur le développement humain. Cet organisme montre que,

« malgré les progrès réalisés (espérance de vie plus élevée de 17 ans par rapport à 1960 et diminution du taux de mortalité infantile de plus de moitié) des manques et déficiences humaines demeurent, dans le monde en développement comme dans les pays développés. Une personne sur trois dans les pays en développement vit dans la pauvreté. Plus d'un milliard d'individus n'ont pas accès aux prestations sociales de base - soins de santé élémentaire, éducation de base, eau potable et alimentation correcte. Quelque 90% des 17 millions de personnes infectées par le virus VIH vivent dans les pays en développement. Dans les pays développés, environ 100 millions de personnes vivent en deçà du seuil officiel de pauvreté, même si les systèmes de sécurité sociale leur offrent une certaine protection » (PNUD, 1995, p. 17).

Les indicateurs d'appauvrissement de la population mondiale résident dans les taux de concentration de cette richesse. Il y a cinquante ans, les statistiques officielles du système onusien indiquaient que les 20% de la population la mieux nantie s'accaparaient de 80% des revenus et donc de la richesse mondiale produite. Ainsi, ces 20% les plus riches se retrouvaient principalement dans les pays industrialisés du Nord et les 80% les plus pauvres vivaient surtout dans le Sud avec un immense fossé les séparant.

Dans son rapport mondial 1998 sur le développement humain, le PNUD donne un aperçu de

la concentration entre quelques mains de la richesse mondiale. Ainsi, les 225 plus grosses fortunes du monde représentent un total de mille milliards de dollars, soit l'équivalent du revenu annuel des 47% d'individus les plus pauvres de la population mondiale (2,5 milliards de personnes). Il ajoute que « l'immensité des richesses des individus les plus riches contraste de façon ahurissante avec l'extrême faiblesse des revenus des populations des pays en développement. Ainsi, les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au PIB total des 48 pays en développement les plus pauvres » (PNUD, 1998).

Selon le témoignage du sous-commandant Marcos,

« l'injustice et l'inégalité sont les signes distinctifs du monde actuel. La Terre compte 5 milliards d'êtres humains : 500 millions vivent confortablement, 4,5 milliards souffrent de pauvreté. Les riches compensent leur minorité numérique grâce à leurs milliards de dollars. À elle seule, la fortune des 358 personnes les plus riches du monde, milliardaires en dollars, est supérieure au revenu annuel de la moitié des habitants les plus pauvres de la planète, soit environ 2,6 milliards de personnes ».

« Le progrès des grandes entreprises transnationales, ajoute-t-il, ne suppose pas l'avancée des nations développées. Au contraire, plus ces géants s'enrichissent, et plus s'aggrave la pauvreté dans les pays dits riches. L'écart entre riches et pauvres est énorme ; loin de s'atténuer, les inégalités sociales se creusent » (<http://www.monde-diplomatique.fr/1997/08/MARCOS/8976.html>).

Figure 1. La répartition de la richesse mondiale



Source : inapg.inra.fr

Les constats officiels en 2000 :

On constate, en 2000, qu'il y a de plus en plus de pauvres et qu'ils sont de plus en plus appauvris même si la richesse globale a considérablement augmenté. Selon le PNUE, « l'économie mondiale a dans l'ensemble connu une expansion considérable au cours des 30 dernières années. Le produit brut mondial a plus que doublé passant de 14 300 milliards de dollars en 1970 à environ 29 995 milliards de dollars en 1999 selon les estimations de Constanza et autres et la Banque mondiale en 2001 (PNUE, 2002)... Malgré la croissance économique mondiale, l'écart entre les riches et les pauvres s'est élargi à la fois entre les pays développés et les pays en développement, et dans les pays, en particulier en Amérique latine et en Afrique subsaharienne (PNUD, 2001). Les revenus par habitant n'ont que très peu augmenté dans la plupart des régions, à l'exception de l'Europe et de l'Amérique du Nord... Actuellement, 3,5 milliards d'habitants des pays à faible revenu se partagent moins de 20% du revenu mondial, tandis que le milliard d'habitants des pays développés s'en partagent 60% (ONU, 2000). Le rapport entre le revenu dans les pays où habitent les 20% les plus riches de la population mondiale et celui des 20% les plus pauvres s'est encore accru,

passant de 30 à 1 en 1960 à 60 en 1990 et à 74 en 1997 » (PNUD, 1999 et figure 1).

Ces données viennent corroborer celles d'un rapport sur l'aide internationale intitulé « *Bilan de l'aide 2002* » publié en mars 2002 par une coalition de 35 ONG d'importance mondiale. Selon ce rapport, on constate « une détérioration massive de l'aide internationale pendant que 1,2 milliard de personnes dans le monde, pour la plupart des femmes et des enfants, doivent encore se débrouiller avec moins d'un dollar américain par jour...et que 150 millions d'enfants, disait encore un tout récent rapport de l'UNICEF souffrent de malnutrition dans les pays en développement » alors que l'aide publique au développement a diminué considérablement au cours des années 1990 se situant grosso modo en 2003 sous les 0,4% du PNB des pays donateurs les plus riches (Taillefer, G., 2001 et figure 2).

Figure 2. Aide publique au développement (APD) nette en pourcentage du revenu national brut (RNB), 2003



Source: unaids.org

Dans son rapport annuel 2000 sur l'activité de l'ONU le secrétaire général Koffi Annan note qu'au cours des années 1990 « des progrès importants ont été faits dans la lutte contre la pauvreté. Ainsi, des succès remarquables ont été obtenus en Asie. Il n'en reste pas moins que la moitié des habitants de la planète doivent se contenter de 2 dollars par jour, 1,2 milliard d'entre eux ne disposant pas d'un dollar par jour pour vivre » (Annan, K., 2000). C'est ainsi qu'il rappelle le fait que la communauté internationale a manifesté, lors du Sommet mondial sur le développement social tenu à Copenhague en 1995, sa volonté de « *réduire de moitié la proportion de personnes vivant avec un dollar par jour d'ici à 2015. Mais cet engagement doit encore se traduire en actions. L'objectif retenu pour 2015 doit occuper une place centrale dans notre action pour le développement et je demande à l'Assemblée du millénaire de l'entériner et d'y consacrer les ressources nécessaires* » (Annan, K., 2000).

Les constats officiels en 2007 :

Selon les données fournies par « *Abolissons la pauvreté* » le portrait mondial de la pauvreté en 2007 est accablant. Non seulement la pauvreté décime-t-elle toujours des populations entières, mais les organismes internationaux notent une aggravation généralisée du phénomène. Chaque année, neuf millions de personnes meurent de faim ou de malnutrition, 1 milliard n'a pas accès à l'eau potable et plus d'un milliard de personnes vivent dans la misère extrême avec moins d'un dollar par jour. D'autres statistiques sont tout simplement intolérables. Près de 50% de la population mondiale vit avec moins de deux dollars par jour ; 50 000 personnes meurent chaque jour de causes liées à la pauvreté ; l'Afrique consacre en moyenne 14\$ par personne par jour au service de la dette et seulement 5\$ aux soins de santé (Société Radio-Canada, 2007 et cartes 1 et 2).

Carte 1. Part de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour, en pourcentage



Source : http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/VernaG/EH/GIF/info_pauvrete_200904.gif

Carte 2. Population and consommation. / Mai 2007



Source : [earthtrends](http://earthtrends.org)

Dans un rapport d'UNICEF-CANADA sur la santé et la survie des enfants dans le monde publié au début de 2006 on y apprend que 29 000 enfants de moins de cinq ans meurent, chaque jour, de causes comme la rougeole, le paludisme, la maladie diarrhéique, la pneumonie et le SIDA...Ce sont donc 10 600 000 enfants de moins de cinq ans qui meurent chaque année de causes évitables (UNICEF-CANADA, 2006 et Lévesque, L., 2006).

En même temps, on fait le triste constat qu'il y a davantage de millionnaires dans le monde en 2006. Selon une étude de la banque américaine Merrill Lynch et de la société de conseil Capgemini « on compte un total de 9,5 millions de millionnaires dans le monde et, pour la première fois depuis 1999, les avoirs qu'ils détiennent ont enregistré une croissance à deux chiffres. En cumulé, ces avoirs ont atteint 37 200 milliards \$US en 2006, soit une augmentation de 11,4% par rapport à l'année précédente » ([Le Devoir](#)).

Selon une étude de l'Institut mondial de recherche sur l'économie du développement de l'université des Nations unies (UNU-WIDER) publiée en décembre 2006 et intitulée « [La répartition mondiale du patrimoine des ménages](#) » [la moitié de la richesse mondiale serait détenue par les 2 % les plus riches](#) .

Nous avons ainsi deux situations très inquiétantes. D'une part, plus d'une dizaine de millions d'enfants de moins de cinq ans meurent chaque année de causes évitables à cause de la pauvreté et de la faim qui les affectent et, d'autre part, le nombre de personnes très riches ne cesse d'augmenter. On est donc amené à penser que la concentration excessive de la richesse engendre un véritable génocide de l'humanité, un génocide « silencieux » imputable à un ordre mondial de plus en plus générateur d'injustices, de pauvreté, de faim et de maladies mortelles.

II. Le Sommet de Rio et les grandes Conventions mondiales sur l'environnement (1992): La consécration du principe du multilatéralisme

Lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED)

ou Sommet de la Terre tenue à Rio de Janeiro en juin 1992 plus de 150 chefs d'états et de gouvernements ont adhéré au concept du développement durable et se sont engagés à intégrer les valeurs et les principes (préservation de l'environnement, développement économique et justice sociale) qu'il sous-tend à l'intérieur des politiques nationales de développement. C'est ainsi que peu à peu des stratégies, des programmes et des plans d'action ont été établis et appliqués dans tous les pays du monde. Ils se sont aussi engagés à signer et à ratifier trois ententes de portée mondiale : La Convention cadre sur le changement climatique, la Convention pour la sauvegarde de la diversité biologique et la Convention de lutte contre la désertification.

Cette mobilisation sans précédent pour la survie de la planète a certes freiné les processus de destruction des écosystèmes les plus productifs et, en particulier, les forêts tropicales humides, mais elle n'a pas diminué la pression énorme qui s'exerce encore sur eux. Les changements climatiques rapides et perturbations atmosphériques exacerbées par l'impact des activités humaines grandes consommatrices d'énergie fossile qui sont observées en sont l'une des conséquences majeures. Les processus de désertification qui affectent les zones semi-arides et la destruction des récifs coralliens sont d'autres atteintes qui portent un préjudice énorme aux populations qui dépendent des ressources vivantes que produisent ces écosystèmes.

Le Sommet de Rio a permis de définir une approche commune pour ralentir les rythmes de destruction du vivant, mais il n'a pas changé fondamentalement les finalités globales dominantes du développement. L'apartheid Nord-Sud a été questionné, mais les principaux facteurs responsables de l'écart grandissant entre les pays riches et les pays en développement n'ont pas été visés directement, en l'occurrence le pouvoir et le *modus operandi* des grandes puissances et des grandes corporations. Ainsi, à Rio le processus de militarisation de la planète est complètement passé sous silence (Vaillancourt, J.-G. et J. Dufour, 1992).

[III. Le Sommet du Millénaire et ses Objectifs de Développement \(ODM\) 2000: Les chemins de l'espoir](#)

L'entrée de l'Humanité dans le 21^{ème} siècle s'est déroulée sous le signe de l'espoir de profiter enfin des dividendes de la paix et d'entrevoir un avenir meilleur pour tous. En 2000, l'Assemblée générale des Nations Unies a célébré cet événement en proclamant la Déclaration du Millénaire et en proposant un programme global pour éradiquer la pauvreté dans le monde. Ce programme s'est appelé : « Les Objectifs du Millénaire pour le Développement ».

Les Objectifs du Millénaire pour le développement

Il importe ici, de le rappeler, ces objectifs, au nombre de huit, visent à améliorer le sort de la moitié des habitants de la terre qui sont dans la pauvreté ou dans la misère. Ils devront être atteints en 2015. Le premier est de réduire l'extrême pauvreté et la faim. D'ici à 2015, il s'agit de réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour, ainsi que celle souffrant de la faim. Le second est d'assurer l'éducation primaire pour tous, c'est-à-dire de donner à tous les enfants, garçons et filles, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires. Le troisième est de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et d'éliminer, en ce faisant, les disparités entre les sexes dans les enseignements primaires et secondaires.

Le quatrième est de réduire la mortalité infantile. Cet objectif est de réduire des deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, c'est-à-dire de faire en sorte qu'on empêche, à chaque année, la mort prématurée de plus de sept millions d'enfants entre 1990 et 2015. Le cinquième vise à améliorer la santé maternelle et de réduire des trois quarts le taux de mortalité maternelle ou, en d'autres mots, de parvenir à sauver la vie de près de 400 000 femmes chaque année en 2015. Le sixième a trait à la lutte contre les maladies comme le VIH/SIDA, le paludisme et autres grandes maladies. On cherche à enrayer la propagation du VIH/SIDA et commencer, en 2015, à inverser la tendance actuelle.

Le septième concerne la protection de l'environnement et la préservation des ressources vivantes. Assurer un environnement sain en intégrant les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales. Donner accès à l'eau potable à plus d'un demi-milliard de personnes, c'est-à-dire à la moitié de celles qui en sont privées présentement. Le huitième objectif est de mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Ce partenariat fait appel aux pays riches qui ont la responsabilité de fournir un accès équitable à leurs marchés et à leur technologie et de créer un environnement financier propice. Une bonne gouvernance et le fait de se concentrer sur les besoins sociaux et le capital humain sont essentiels pour que les pays en développement réalisent les objectifs à l'intérieur de leurs frontières (<http://www.un.org/french/millenniumgoals/>).

Le Rapport annuel 2007 sur les Objectifs de Développement du Millénaire préparé par le Secrétaire général Ban Ki-moon permet de dresser le bilan des progrès accomplis entre 2000 et 2005 et d'identifier les situations dramatiques qui perdurent ou qui se détériorent. Selon le rapport, ces éléments concernent la mortalité maternelle, la nombre d'enfants naissant avec une insuffisance pondérale, la propagation du VIH-SIDA, la fourniture des systèmes sanitaires de base, la mauvaise répartition des revenus, le manque de création d'emplois pour les jeunes et les effets néfastes des changements climatiques.

Les situations tragiques qui persistent

Encore aujourd'hui, plus d'un million de femmes meurent chaque année des suites de complications de grossesse et d'accouchement pouvant être soignées et évitées. Selon le rapport, il est probable qu'une femme sur six en Afrique subsaharienne meure dans ces conditions, tandis que le ratio dans les pays développés est de 1 sur 3,800. Un second domaine de préoccupation est le nombre d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale. L'objectif de réduction ne sera pas atteint si la tendance actuelle se confirme. Ce sera encore le sort réservé à plus de 30 millions d'enfants en 2015 notamment du fait d'une progression lente en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

Un troisième élément concerne les ravages causés par le VIH-SIDA. En 2006, cette maladie a emporté plus de 2,9 millions de personnes et le total de décès ne cesse d'augmenter. Les mesures préventives appliquées n'ont pas permis jusqu'à maintenant de freiner la propagation de la maladie. En 2005, plus 15 millions d'enfants ont perdu un de leurs parents ou les deux au SIDA.

Un quatrième enjeu majeur est le fait qu'en 2005 un total de 1,6 milliard d'habitants des pays en développement n'ont pas encore accès à des systèmes de santé de base et l'on s'attend à ce que 600 millions en seront encore privés en 2015 si la tendance actuelle se maintient.

Le Secrétaire général note que, dans une certaine mesure, cette situation décrite plus haut témoigne du fait que les retombées de la croissance économique dans les pays en développement n'ont pas été réparties de façon équitable et ce tout particulièrement en Asie Occidentale où les revenus des individus les plus pauvres ont considérablement diminué entre 1990 et 2004.

De plus, il convient de souligner que les économies de la plupart des pays n'ont pas réussi à créer des emplois suffisants pour les jeunes et que les adultes ont bénéficié trois fois plus qu'eux des programmes créés à cette fin.

Enfin, les émissions globales des gaz à effet de serre continuent d'augmenter passant de 23 milliards de tonnes en 1990 à 29 milliards en 2004. Les effets dévastateurs du réchauffement climatique continueront d'être un obstacle majeur dans la cheminement global permettant d'atteindre les ODM en 2015 ([Objectifs du millénaire pour le développement](#)).

Le programme des Objectifs du Millénaire pour le Développement cherche à faire converger les efforts du développement et à en coordonner le déploiement à l'échelle mondiale. Le même programme avait été fortement recommandé par l'Union mondiale pour la nature (UICN) en collaboration avec le PNUE et le WWF dans la stratégie mondiale pour l'Avenir de la Vie que ces organisations mondiales ont lancée en 1991. Elles proposaient que l'on consacre la somme de 1288 milliards de dollars sur une période de dix ans pour sauver la planète et ses habitants, en fait une somme d'environ 130 milliards de dollars par année entre 1991 et 2000, soit un montant équivalent à environ 10% des dépenses militaires mondiales annuelles. Les suites données à cette proposition se sont traduites par la ratification des grandes Conventions mondiales sur l'environnement, et l'adoption de l'Agenda 21 dont l'application concrète reste encore très difficile 15 ans après leur entrée en vigueur (UICN, PNUE et WWF, 1991).

Depuis le lancement du programme des ODM l'on n'a pas cessé de réitérer la même demande aux pays riches : Vos engagements doivent se traduire par la transformation des règles injustes qui régissent le commerce mondial, règles que vous avez définies et que vous imposez aux pays pauvres, par l'annulation de leur dette extérieure, par la préservation des zones de vie les plus productives, leur restauration et la sauvegarde des espèces vivantes et par des investissements massifs dans les infrastructures de base pour la santé, l'éducation et les services sociaux afin de faire en sorte que le développement puisse se matérialiser dans un environnement coopératif, sain et durable.

IV. Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NPDA): L'entrée de l'Afrique dans le marché mondial

Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (le NPDA) ou le New Partnership for Africa's Development (le NEPAD) est la fusion de deux plans élaborés et proposés par des chefs d'État des pays africains en vue de combler le retard qui sépare ce continent des pays développés, soit le Millenium African Plan (MAP) proposé par le Président Thabo Mbeki d'Afrique du Sud, le Président Ousegun Obasanjo du Nigeria et le Président Abdel Aziz Bouteflika de l'Algérie et le plan OMEGA élaboré par le Président Abdoulaye Wade du Sénégal.

Ces deux plans furent fusionnés pour constituer un seul plan appelé « *la Nouvelle initiative africaine* » (NIA) qui deviendra plus tard le NEPAD. C'est au cours du Sommet des Chefs

d'État de Lusaka que le NEPAD que se joignirent dix autres Chefs d'États, à raison de deux par région. Ce nouvel organe devint la Commission de mise en œuvre du NEPAD.

« *Le document du cadre stratégique du NEPAD résulte d'un mandat donné aux cinq Chefs d'État initiateurs (Afrique du Sud, Algérie, Égypte, Nigeria, Sénégal) par l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) afin de promouvoir un cadre socio-économique intégré de développement pour l'Afrique. Le trente-septième sommet de l'OUA en juillet 2001 a officiellement adopté ce document* » (nepad.org). Le NEPAD a pour principaux objectifs « d'éradiquer la pauvreté, de placer les pays africains, individuellement et collectivement sur la voie d'une croissance et d'un développement durables, de mettre un terme à la marginalisation dans le contexte de la mondialisation et promouvoir son intégration complète et profitable à l'économie mondiale, accélérer le renforcement des capacités des femmes afin de promouvoir leur rôle dans le développement socio-économique » (nepad.org).

En bref, il s'agit d'une initiative régionale conçue par et pour les pays africains en coopération avec la communauté internationale et ce dans la foulée du Sommet du Millénaire. Permettra-t-elle d'améliorer les conditions de vie dans les pays du continent ? Ce programme régional permettra-t-il à l'Afrique de mettre en place les conditions propices au développement endogène ? Pourra-t-elle se libérer du piège infernal du néocolonialisme qui continue de s'imposer sous toutes les latitudes ? Une évaluation exhaustive (qui est en cours de réalisation) des résultats des efforts déployés par les 20 pays qui ont adhéré au programme nous permettra bientôt de mieux juger du bien-fondé de ce projet continental de coopération.

Il nous semble, cependant, que d'ores et déjà le NEPAD se présente comme étant un programme qui ne sera pas en mesure de changer en profondeur la réalité africaine, car une telle initiative demande une mobilisation de toutes les populations en direction du même objectif, ce qui est loin d'avoir été la stratégie conçue et adoptée au départ.

V. Le projet Lula, Chirac, Zapatero et Lagos, 2004: Une Alliance mondiale contre la faim

Les présidents Jacques Chirac et Luis Inacio Lula en compagnie du Premier ministre de l'Espagne Zapatero et le Président Lagos du Chili se joignent en 2004 pour lancer une initiative de lutte contre la faim dans le monde. C'est la Déclaration de New York sur l'Action contre la faim et la pauvreté. Il s'agit d'une Alliance mondiale contre la faim.

En marge de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU, ces dirigeants ont participé avec 53 autres chefs d'État et de gouvernement à un sommet sur le thème «*Mondialisation équitable: mise en oeuvre de la Déclaration du Millénaire*». Le sommet s'est achevé par l'adoption de la Déclaration de New York. Ses signataires estiment que «le plus grand scandale aujourd'hui n'est pas que la faim existe, mais qu'elle persiste alors que le monde a les moyens techniques et financiers de l'éliminer et de promouvoir un développement économique durable, empreint de justice sociale» (latinreporter.com).

Cette nouvelle Alliance rassemblait en septembre 2004 110 pays et on s'attendait à que plus de 150 pays y adhèrent. « *Le thème de la lutte contre la faim s'est transformé aujourd'hui en priorité politique mondiale, s'est félicité l'initiateur du mouvement «Action contre la faim et la pauvreté»* (le président brésilien Inacio Lula da Silva).

La Déclaration de New York, selon le président Jacques Chirac, ouvre la voie à d'autres mesures de financement du développement qui viendront s'ajouter aux moyens traditionnels de l'aide publique. Le FMI et la Banque mondiale, dont les responsables ont participé au sommet, ont d'ailleurs souligné que les propositions faites dans la Déclaration sont «techniquement réalisables et politiquement souhaitables», a affirmé le président français en saluant «cette phase nouvelle de l'affirmation de la solidarité internationale» (latinreporters.com).

« Les promoteurs proposent de rassembler des ressources financières en taxant des transactions financières internationales, du commerce des armes et des émissions de CO2, la revitalisation des droits de tirage spéciaux du FMI, le lancement de nouveaux types d'emprunts, la lutte contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux, la réduction des taxes sur les envois de fonds par les immigrés, des contributions volontaires lors d'achats par cartes de crédit ou encore la mise sur pied de «fonds éthiques» consistant à encourager les investissements dans les entreprises qui s'engagent en faveur du développement social et de la protection de l'environnement » (latinreporters.com).

Selon les quatre chefs d'État Lula, Chirac, Zapatero et Lagos, l'objectif de réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes vivant dans la faim et la pauvreté extrême ne sera pas atteint à moins que les engagements politiques ne s'accompagnent rapidement d'engagements fermes sur le financement du développement. Pour ce faire, l'aide publique au développement devrait passer de 60 à 110 milliards de dollars par an (latinreporters.com).

Il convient de noter, cependant, que la taxe sur la vente des armements pour financer des programmes contre la pauvreté et la faim est inconcevable et même absurde et que cette idée devrait être rejetée d'emblée car le commerce international des armes est l'un des facteurs majeurs de l'appauvrissement d'un très grand nombre d'États et de leurs populations. Cette attitude reviendrait à donner encore plus de légitimité à l'existence de ce commerce que les gouvernements devraient tout simplement prohiber.

Il est difficile de comprendre que cette hypothèse puisse même être encore envisagée. En effet, lors de la tenue des États généraux de la coopération internationale au Québec en novembre 2006, Ignacio Ramonet, fondateur de ATTAC (Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens), tout en proposant une série de taxes minimales sur la consommation dans les pays riches pour alimenter des fonds de lutte contre la pauvreté et pour le développement ose évoquer cette mesure : « On peut penser à des taxes analogues sur les ventes d'armes, l'énergie non renouvelable, explique-t-il. » (<http://www.vigile.net/article2779.html>).

En somme, cette initiative a donné bonne presse à ses promoteurs, mais sa conception et les principaux intéressés présents comme le FMI et la BM pour constituer cette alliance n'ont pas été accueillis avec beaucoup d'enthousiasme. Depuis lors, les résultats se font attendre. Faute de bilan des résultats on peut croire que cette campagne constitue encore un leurre pour persuader les Occidentaux que leurs dirigeants manifestent beaucoup de compassion pour les pauvres dans le monde et qu'ils sont des leaders ayant encore une certaine conscience sociale.

VI. L'initiative du Premier ministre Brown / 2007. Une Alliance pour vaincre la

pauvreté ?

L'initiative du Premier ministre britannique Gordon Brown est une proposition pour la constitution d'une nouvelle alliance humanitaire ayant pour but d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) concernant la lutte contre la pauvreté.

M. Brown estime que les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté sont trop lents et affirme que certains pays n'ont pas respecté leurs engagements en cette matière ([The Guardian](#)).

C'est pourquoi, il fait appel « aux gouvernements, aux grandes entreprises, aux chercheurs et aux professionnels de la santé de joindre leurs efforts au sein d'une « *coalition pour la justice* » sur le modèle des *Peace Corps*, une organisation de volontaires créée dans les années 1960 par le président américain John Kennedy pour aider les pays pauvres » ([cyberpresse.ca](#)).

Le Premier ministre a adressé une invitation aux dirigeants de douze pays dont ceux de la Grande-Bretagne, de la France, du Japon, de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Inde et du Brésil à signer un appel commun pour une « action urgente » afin d'aider à résoudre ce qu'il qualifie d' « urgence de développement ». De plus, une vingtaine de grandes entreprises ont pris un engagement similaire pour lutter contre la pauvreté et des maladies comme le sida ou le paludisme.

Conclusion

Les décennies internationales pour le développement ont défilé depuis 1960, le portrait global dans tous les derniers bilans présentés s'est avéré à chaque fois alarmant et intolérable, les appels se sont multipliés pour bâtir une coalition mondiale de lutte contre la pauvreté et les résultats obtenus jusqu'à maintenant pour soulager la misère de près de la moitié de l'Humanité se sont soldés par un échec. Le monde en 2007, selon le Premier ministre britannique, se trouve dans une situation d'urgence. Il faut agir maintenant avec détermination et mobiliser l'ensemble de toutes les forces vives de la société, gouvernements, entreprises et individus, autour d'un projet global de survie ([cyberpresse.ca](#)).

C'est exactement le même défi qui a été posé à tous les gouvernements du monde en 2000 lors du Sommet du Millénaire et réitéré en 2002 lors de la Conférence de Monterrey sur le financement du développement et, la même année, lors du Sommet mondial pour le développement durable à Johannesburg. Devant ce défi, les pays riches restent sourds et, dans les faits, semblent ne pas vouloir le relever ; bien plus, ils continuent de piller les ressources des pays en développement, d'exploiter leur main d'œuvre et de contrôler leur gouvernance en fonction de leurs propres intérêts. Les pays riches sont engagés plutôt dans une course éperdue aux armements en s'appuyant sur les bases de la menace du terrorisme qu'ils ne cessent de générer eux-mêmes par la domination et le contrôle qu'ils exercent sur l'ensemble des ressources stratégiques planétaires et les populations humaines.

Cet appel pressant de Brown en faveur du développement revêt-il une certaine dose de sincérité ou est-il lancé dans le but de lui donner une belle image médiatique ? Tous les indices nous font plutôt croire en la seconde hypothèse. Comment un Premier ministre à la tête d'un pays riche qui se considère et agit encore comme un empire pourrait

soudainement changer la logique de l'impérialisme qui est à la base de son fonctionnement et s'engager dans la voie du développement par la coopération et la solidarité humaine ? Il est bien difficile d'imaginer que cela soit possible en tenant compte de l'Agenda défini par les grandes puissances dont il fait partie. Comme les ONG qui se consacrent à la lutte contre la pauvreté et à l'annulation de la dette des pays les plus pauvres nous restons sceptiques devant ces engagements solennels adressés dans l'enceinte des Nations Unies.

Cette « initiative » (médiatisée) nous permet, cependant, de nous interroger, encore une fois, sur les facteurs qui génèrent le mal développement et font en sorte que le fonctionnement intrinsèque de l'économie mondiale ne peut que conduire la majorité vers la pauvreté, la ruine et la mort prématurée. Il est juste de conclure que la pauvreté mondiale est depuis très longtemps tout simplement intolérable et inacceptable. Les volontés et les capacités réelles des gouvernements et de la société civile nécessaires pour exercer un virage significatif sont sans cesse neutralisées par les multiples interventions des plus puissants et des plus riches qui n'hésitent pas à utiliser tous les moyens possibles, y compris les guerres, pour atteindre leurs fins symbolisées par le pouvoir mondial et l'accumulation de la richesse qui permet de l'augmenter sans répit.

Jules Dufour

RÉFÉRENCES

AGENCE FRANCE-PRESSE. 2001. *Une estimation du Bureau international du travail. Un tiers des trois milliards de personnes de la population active sont chômeuses ou sous-employées.* **Le Devoir**, le 25 janvier 2001, p. B 5.91 pages.

AGENCE FRANCE-PRESSE. 2006. *En 2005, les riches se sont... enrichis. Le nombre de millionnaires a augmenté de 6,5%.* **Le Devoir**, le 21 juin 2006, p. B3.

ANNAN, K. 2000. » **Nous les peuples** « . **Le rôle des Nations Unies au XXIe siècle.** New York, Département de l'information, Organisation des Nations Unies.

ANNAN, K. 2000. *Destinée commune. Volonté nouvelle. Rapport annuel sur l'activité de l'Organisation 2000.* New York, Département de l'information des Nations Unies. 147 pages.

ANNAN, K. 2005. **Dans une liberté plus grande. Développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous.** New York, Département de l'information de l'ONU. 95 pages.

CHOSSUDOVSKY, M. 2001. **Falsedades globales sobre la pobreza global.** Montréal, Centre for Research on Globalization.

CHOSSUDOVSKY, M. 2004. **Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial.** Montréal, Les Éditions Écosociété. 383 pages.

COMMISSION MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT. 2005. **Notre avenir à tous.** Montréal, Éditions LAMBDA et Alternatives. 432 pages.

DUFOUR, J., A. Ntêtu et B. Abderrazak (Sous la dir.). 2003. **La situation économique et sociale de l'Afrique. Quel partenariat? Pour quel développement?** Actes du colloque tenu à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) le 31 octobre 2002. GRIR, Mai 2003. 61 pages.

ELLIOTT, L. 2007. *Anti-poverty targets in Africa will not be met, UN warns.* **GuardianUnlimited** / Special Report. 2 juillet 2007. Adresse Internet: <http://www.guardian.co.uk/debt/Story/0,,2116202,00.html>

FLORY, M., 1982. The International Development Strategy for the Third United Nations Development Decade. *Journal of African Law*. School of Oriental and African Studies. J Stor. Adresse Internet: <http://www.jstor.org/view/00218553/ap020069/02a00070/0>

FORO INTERNACIONAL DE ONG'S Y MOVIMIENTOS SOCIALES. 1993. **Construyendo el futuro. Tratados Alternativos de Rio '92.** San José, Costa Rica, Consejo de la Tierra, CECADE et Universidad Nacional. Août 1993. 191 pages. Adresse Internet: http://www.eurosur.org/NGONET/tr92_c.htm

HAZELWOOD, P. *Gordon Brown appelle à une nouvelle alliance pour vaincre la pauvreté.* Agence France-Presse. Le 11 juillet 2007. [Adresse Internet.](#)

IUCN, UNEP et WWF. 1991. **Caring for the Earth. A Strategy for Sustainable Living.** Gland, Suisse. Octobre 1991. 228 pages.

KI-MOON, B. 2007. **The Millennium Development Goals Report 2007.** New York, United Nations. 35 pages. [Adresse Internet.](#)

KI-MOON, B. 2007. **Objectifs du Millénaire pour le développement. Rapport 2007.** New York, Nations Unies. 35 pages. Adresse Internet: http://www.un.org/french/millenniumgoals/docs/mdg_2007.pdf

LÉVESQUE, L. 2006. *29 000 enfants meurent chaque jour dans le monde.* Journal **Le Soleil**, le 23 février 2006, p. A 5.

ONILLON, P. Forum de Davos. *Plaidoyer tous azimuths en faveur des pays pauvres.* Journal **le Devoir**, les 27 et 28 janvier 2007, p. C5.

OXFORD RESEARCH GROUP. 2006. **War on Terror' Failing, and Distracting Politicians from the Genuine Threats to Global Security :** <http://www.commondreams.org/news2006/0613-07.htm>

OXFORD RESEARCH GROUP. 2006. **Global Response to Global Threats. Sustainable Security for the 21st Century.** Briefing Paper. June 2006. 35 pages.

NATIONS UNIES. 1991. **Rapport mondial sur le développement humain 1991.** PNUD. Paris, Economica. Mai 1991. 220 pages.

NATIONS UNIES. 1995. **Rapport mondial sur le développement humain 1995.** Paris, Economica. Juillet 1995. 251 pages.

NATIONS UNIES. 1998. **Rapport mondial sur le développement humain 1998.** Paris, Economica. Août 1998. 254 pages.

NATIONS UNIES. 2002. **L'avenir de l'environnement mondial 3. GEO-3. Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).** Nairobi, Kenya. Bruxelles, Université De Boeck. 445 pages. Adresse Internet : <http://www.grida.no/geo/geo3/french/index.htm>

NATIONS UNIES. 2003. **Rapport mondial sur le développement humain 2003. Les Objectifs du Millénaire pour le développement : Un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine.** PNUD. Paris, Economica. 367 pages.

SOUS-COMMANDANT MARCOS. 1997. » *POURQUOI NOUS COMBATTONS* « . *La quatrième guerre mondiale a commencé.* **Le Monde diplomatique**, août 1997. Adresse Internet : <http://www.monde-diplomatique.fr/1997/08/MARCOS/8976.html>

TAILLEFER, G. 2002. *À l'aube du sommet de Monterrey, un rapport accablant sur l'aide internationale. L'avarice des pays riches. Plus d'un milliard de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour, et pourtant l'aide internationale ne cesse de diminuer.* Journal **Le Devoir**, le 19 mars 2002, p. A 4.

UNICEF-CANADA. 2006. **Rapport sur la santé et la survie des enfants dans le monde. Un rapport sur les progrès réalisés en 50 ans.** Février 2006. 84 pages. Adresse Internet : <http://www.unicef.ca/portal/SmartDefault.aspx?at=1546>

VAILLANCOURT, J.-G. et J. Dufour. 1992. **Le Sommet de la Terre et la militarisation. Option Paix, Vol. 10, no 2**, Août 1992, pp. 20-21.

WINTOUR, P. et M. Tempest. 2007. UN one million mile before meeting the development goals, said Brown. Guardian Unlimited, le 31 juillet 2007: Adresse Internet: <http://www.guardian.co.uk/debt/Story/0,,2138480,00.html>

Autres sources

ANIMAFAC.NET. **Initiatives mondiales contre la pauvreté. Les réactions des ONG.** 14 septembre 2004. http://www.animafac.net/article.php3?id_article=564 Adresse Internet.

[Le Mouvement d'Action mondiale contre la pauvreté.](#)

Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD): [Adresse Internet.](#)

Les objectifs du Millénaire pour le développement : <http://www.un.org/french/millenniumgoals/>

NATIONS UNIES. 2003. **Pourquoi des objectifs du millénaire pour le développement ? Extraits du Rapport du Secrétaire général 2003 sur la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies.** New York, Département de l'information de l'ONU et Programme des Nations Unies pour le Développement. Septembre 2003. Brochure.

NOUVELLES ONU / LATINREPORTERS. 2004. **Contre la faim: 110 pays derrière le Brésil, la France, le Chili et l'Espagne.** New York, le mercredi 22 septembre 2004. [Adresse Internet.](#)

Présentation du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD): [Adresse Internet.](#)

RADIO-CANDA INTERNATIONAL. 2006. Journée contre la pauvreté : Encore bien du chemin à faire. Le 17 octobre 2006. [Adresse Internet.](#)

SOLIDARITÉS. Octobre 2004. POUR UNE ALLIANCE SOCIALISTE. *Lula, Chirac, Zapatero, Lagos et la faim dans le monde.* Octobre 2004. http://www.solidarites.ch/index.php?action=2&id=1664&num=52&db_version=2 Adresse Internet.



Jules Dufour, Ph.D., est Professeur émérite à l'Université du Québec à Chicoutimi, Président de l'Association canadienne pour les Nations Unies (ACNU) /Section Saguenay-Lac-Saint-Jean, Membre du cercle universel des Ambassadeurs de la Paix, Membre chevalier de l'Ordre national du Québec.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Prof. Jules Dufour](#), Mondialisation.ca, 2007

Articles Par : **[Prof. Jules Dufour](#)**

A propos :

Jules Dufour, Ph.D., C.Q., géographe et professeur émérite. Chercheur-associé au Centre de recherche sur la Mondialisation, Montréal, Québec, Canada.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca